**Bruxelles, le 19 juin 2020**

communiquÉ de presse

**perspectives économiques et stratégie d’investissement pour le second semestre 2020**

**Koen De Leus et Philippe Gijsels, respectivement Chief Economist et Chief Strategy Officer de BNP Paribas Fortis, présentent leur vision macroéconomique pour le second semestre 2020 et expliquent comment celle-ci se traduit dans la stratégie de placement de BNP Paribas Fortis.**

À présent qu'une grande partie du monde occidental sort lentement de confinement, l'ampleur des dégâts du Covid-19 apparaît. D'après la banque centrale du Royaume-Uni, il faut remonter au Grand Hiver de 1709 en Europe, le plus froid en 500 ans, pour trouver plus forte contraction de l'économie. Initialement on espérait une reprise en V. Malheureusement son profil se présentera plutôt comme le swoosh, le fameux logo de Nike.

**Activité économique**

L'activité économique mondiale va reculer cette année de 3,3%. Aux États-Unis, l'économie se contractera de 6,6%, avant de rebondir de 5,8% l'année prochaine. En Zone euro, il s'agit respectivement de -9,2% et de 5,8%. Il faudra plusieurs années pour que l'activité économique revienne au même niveau qu'avant la crise.

La Belgique est, avec la France, l'Espagne et l'Italie, un des pays les plus touchés, avec une contraction de 11,1% cette année et une remontée d'à peine 4,3% en 2021. Nos estimations de croissance se basent aujourd'hui sur le côté production et non pas sur la consommation. En avril, on a perdu environ 30% du PIB mensuel. Tant qu'il n'y aura pas de vaccin, nous ne voyons pas l'économie redémarrer pleinement. Pour décembre, nous considérons que l'activité économique sera toujours inférieure de 10% et plus à son niveau d'avant la crise. Le manque de dynamisme de la reprise en 2021 est due aux pratiques de distanciation sociale qu'il faut maintenir et à la crainte qu'ont les consommateurs d'être contaminés.

**Taux de reproduction R**

Il est crucial pour cette reprise, même faible, d'éviter un nouveau confinement. “*Les mois à venir, le taux de reproduction R, c.-à-d. le nombre de nouvelles contaminations par une personne infectée, sera plus important que le r, taux à court terme de la Banque centrale européenne, qui restera encore à zéro pendant des années,* pointe**Koen De Leus**, Chief Economist*. Aujourd'hui, le R se situe sous la valeur 1 pour la plupart des pays occidentaux. La contamination cesse de s'amplifier. Les simulations se basant sur une lente évolution vers un plus grand nombre de contacts et/ou vers une assouplissement des actuelles règles de distanciation sociale montrent que, si nous ouvrons trop vite l'économie, nous risquons un nouveau et très rapide dépassement de la valeur 1 et donc un nombre de contaminations en rapide croissance. Les mois à venir, il va falloir bien mettre en balance le risque sanitaire et les dommages économiques. L'isolement des personnes contaminées et des personnes les plus vulnérables peut permettre aux responsables politiques d'élargir leurs options.*”

**Investissements à haut multiplicateur**

En attendant, les pouvoirs publics mettent tout en œuvre pour soutenir l'économie. La politique mondiale de riposte au Covid-19 consiste en deux axes : (i) les banques centrales essaient de briser l'interaction qui existe entre les marchés financiers et l'économie mondiale dans une tentative d'éviter une crise financière imminente; et (ii) les gouvernements essaient d'éviter les faillites et les pertes d'emploi en absorbant une grande partie des rémunérations professionnelles. Tout cela engendre la plus forte croissance jamais atteinte – en période de paix – des dépenses publiques du monde entier.

Le gouvernement belge ne fait pas exception et prend des mesures, qui s'avèrent toutefois relativement faibles pour l'instant. Nous estimons le déficit budgétaire à plus de 10% pour cette année et la dette publique à plus de 120% du produit intérieur brut. Il faudra certes s'attaquer à l'encours de la dette ultérieurement mais pour l'heure, les pouvoirs publics doivent donner un coup de pouce à la relance. Et l'important est qu'ils le fassent en ciblant bien les aides publiques.

**Koen De Leus**: “*Nous plaidons en faveur des mesures qui ont d'abord un multiplicateur élevé, en d'autres termes, qui ont un important impact économique positif. Cela nous amène à des stimulants tels que les projets d'investissements publics en infrastructure et en connectivité, les dépenses publiques en recherche et développement, et les aides publiques pour l'enseignement et la formation, notamment pour le recyclage des travailleurs.*”

Ces mesures contribuent également dans un sens positif au potentiel de croissance à long terme de la Belgique, que nous analysons dans notre indice FutureProof. Notre pays a perdu une nouvelle place dans le classement et se trouve maintenant à la 16e marche sur les 27 pays de l'Union européenne auxquels s'ajoute le Royaume-Uni. Nous ne constatons cependant pas de grand recul dans l'un ou l'autre des douze paramètres mais, si les autres marquent une progression, celui qui fait du sur place perd du terrain.

**Trois phases à la Bourse**

Les Bourses, elles aussi, vivent une époque exceptionnelle : après la dégringolade la plus rapide de l'histoire (hormis le crash de 1987), nous avons la période de 50 jours la plus animée jamais observée pour les bourses d'actions. Et ce, alors qu'une grande partie du monde se trouvait en confinement.

Nous pouvons diviser en trois phases l'évolution de la Bourse depuis le début de la pandémie. La première était la phase de panique. Il est apparu clairement que le Covid-19 ne se limiterait pas à la seule Chine mais allait se répandre dans le monde entier, et tout le monde observait que la progression était exponentielle. Il était cependant impossible d'estimer l'ampleur du problème. Avec cette incertitude en toile de fond, on était convaincu que les munitions des banques centrales étaient épuisées et qu'il ne fallait pas compter beaucoup sur les pouvoirs publics pour amortir la secousse. Aux États-Unis, avec les élections de novembre en ligne de mire, les Républicains et les Démocrates ne se feraient certainement guère de concessions. Et en Europe, il y aurait également beaucoup de palabres sans grands résultats concrets.

Dans la phase 2, nous avons toutefois remarqué que les banques centrales injectaient massivement des liquidités dans le système. Elles ont diminué leurs taux où elles en avaient encore la possibilité et ont fait prendre un rythme inédit à leurs vagues de rachat (assouplissement quantitatif). En 4 semaines, la quantité de liquidités introduite dans les marchés et dans l'économie réelle a dépassé celle de toute la crise de 2008-2009. Les gouvernements, eux aussi, tant en Europe et aux Etats-Unis que dans le reste du monde, ont usé sans modération des mesures budgétaires de soutien, représentant de 10% à 20% du PIB. C'est dans cette deuxième phase que les marchés financiers ont commencé à se redresser.

Pour l'heure, nous nous trouvons dans la troisième phase. La pandémie semble de mieux en mieux maîtrisée et l'économie mondiale redémarre progressivement. Il est toutefois devenu clair que la reprise ne sera pas en forme de V et que tous les secteurs et régions ne se relèveront pas au même rythme.

**Long terme contre court terme**

Il s'ensuit que dans cette phase-ci, malgré les nouvelles devenues un peu plus positives, désenchantement et volatilité font partie des éventualités. La reprise pourrait être plus lente que le marché, lequel espère une reprise en V. Il y a risque de deuxième vague avec, indépendamment de la souffrance humaine, un nouvel impact négatif sur l'économie réelle. L'arrivée d'un vaccin plus tôt que prévu serait un stimulant. Les risques géopolitiques, comme le Brexit et la recrudescence des guerres commerciales, avaient été quelque peu occultés par le virus mais ils sont à présent revenus à l'avant d'une scène qu'ils n'ont en fait jamais quittée. À court terme, nous sommes donc plutôt neutres sur les marchés des actions et nous ne nous précipiterions pas. À un horizon un peu plus lointain, il est certain que nous continuons à voir de la valeur.

**Philippe Gijsels**, Chief Strategy Officer: “*Il est clair que les banques centrales maintiendront encore longtemps les taux à un niveau exceptionnellement bas et qu'elles poursuivront inébranlablement leur assouplissement quantitatif. Selon toute vraisemblance, nous vivrons donc pendant très longtemps dans un monde de taux réels négatifs, surtout si l'inflation remonte à un certain moment. Et l'histoire de la finance nous apprend qu'il s'agit d'un environnement particulièrement favorable aux actifs tels qu'actions, immobilier et or.*”

**Matières premières et devises**

En ce qui concerne les matières premières, nous restons très positifs quant à l'or et à l'argent. Quant aux métaux industriels, nous ne serons plus franchement positifs qu'au moment où nous verrons se confirmer la reprise de l'économie mondiale et la demande émanant de Chine. Mais à un horizon plus lointain, nous considérons que le cuivre et les autres métaux liés à la révolution électrique se trouveront en déficit (lorsque la demande dépassera l'offre), avec des prix structurellement plus élevés en perspective.

Le dollar américain est toujours surévalué par rapport à de très nombreuses autres monnaies. Pour l'instant, il profite encore d'un havre de paix mais si l'économie mondiale continue de se rétablir, nous pourrions à long terme arriver à un retournement de tendance, ce qui pourrait également pousser l'euro à la hausse. Un dollar américain affaibli, une croissance en hausse de l'économie mondiale et éventuellement des prix un peu plus élevés pour les matières premières pourraient mettre fin aux faibles prestations des pays en pleine croissance par rapport aux marchés de plus grande maturité, situation qui dure depuis plus d'une décennie. Il en va de même pour les actions 'value', qui sont à un plancher historique par rapport aux actions de croissance.

**Thèmes à long terme**

**Philippe Gijsels**: “*Il est plus que jamais opportun d'opter pour les thèmes de longue échéance. Dans un monde post corona, nous n'observerons pas seulement de nouvelles tendances mais nous verrons surtout l'accélération des tendances existantes. Nous sommes ainsi à la veille d'un siècle d'or pour les biotechnologies. Par ailleurs, les investissements en infrastructures seront non seulement en augmentation mais ils seront de plus en plus souvent teintés de vert.*”

Si les mois à venir seront volatils et très risqués, de nouvelles tendances et évolutions présenteront cependant des opportunités imprévues.

Note : ce texte a été rédigé en date du 15 juin 2020.

Contacts presse :

**Monsieur Jeroen Petrus** | Press Officer

+32 (0)498 32 14 94

jeroen.petrus@bnpparibasfortis.com

**Monsieur Hans Mariën** | Head of PR & Press
+32 (0)475 74 72 86
hans.marien@bnpparibasfortis.com

***BNP Paribas Fortis*** *(*[*www.bnpparibasfortis.com*](http://www.bnpparibasfortis.com)*) commercialise sur le marché belge un éventail complet de services financiers auprès des particuliers, indépendants, titulaires de professions libérales, entreprises et organisations publiques. Dans le secteur des assurances, BNP Paribas Fortis opère en étroite collaboration, en tant qu’agent d’assurance lié, avec AG Insurance, leader du marché belge. Au niveau international, la banque propose des solutions sur mesure aux particuliers fortunés, aux grandes entreprises et aux institutions publiques et financières, en s'appuyant sur la compétence et le réseau international de BNP Paribas.*

***BNP Paribas*** *(*[*www.bnpparibas.com*](http://www.bnpparibas.com)*) est une banque de premier plan en Europe avec un rayonnement international. Elle est présente dans 71 pays, avec plus de 199 000 collaborateurs, dont plus de 151 000 en Europe . Le Groupe détient des positions clés dans ses trois grands domaines d'activité : Domestic Markets et International Financial Services , dont les réseaux de banques de détail et les services financiers sont regroupés dans Retail Banking & Services, et Corporate & Institutional Banking, centré sur les clientèles Entreprises et Institutionnels. Le Groupe accompagne l’ensemble de ses clients (particuliers, associations, entrepreneurs, PME, grandes entreprises et institutionnels) pour les aider à réaliser leurs projets en leur proposant des services de financement, d’investissement, d’épargne et d’assurance protection. En Europe, le Groupe a quatre marchés domestiques (la Belgique, la France, l'Italie et le Luxembourg) et BNP Paribas Personal Finance est numéro un du crédit aux particuliers en Europe.BNP Paribas développe également son modèle intégré de banque de détail dans les pays du bassin méditerranéen, en Turquie, en Europe de l’Est et a un réseau important dans l'Ouest des Etats-Unis. Dans ses activités Corporate & Institutional Banking et International Financial Services , BNP Paribas bénéficie d'un leadership en Europe, d'une forte présence dans les Amérique du Nord et du Sud, ainsi que d'un dispositif solide et en forte croissance en Asie-Pacifique.*